

Notes d'allocution pour M. Jean Vaillancourt,
recteur de l'Université du Québec en Outaouais

Présentation devant le Comité permanent des langues officielles
Au sujet du Plan d'action pour les langues officielles
Ottawa, le 7 février 2008

L'énoncé verbal fait foi.

Monsieur le président,
Messieurs les députés, bonjour,

Je vous remercie de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui de prendre la parole devant le Comité permanent des langues officielles de la chambre des communes. Je m'estime privilégié de pouvoir partager avec vous mes réflexions au sujet du Plan d'action pour les langues officielles du Canada.

À titre de recteur de l'Université du Québec en Outaouais, je souhaiterais aujourd'hui discuter du travail accompli grâce au Plan d'action qui prendra fin en mars 2008 et, surtout, de la planification de la nouvelle phase qui s'amorce.

En tant qu'énoncé de politique du gouvernement du Canada, vous le savez comme moi, le Plan d'action pour les langues officielles regroupe des initiatives destinées au renforcement et à la promotion des langues officielles dans la société canadienne. Au pays, il faut bien le dire, la question des langues officielles est souvent abordée sous l'angle des coûts et des débats. Aujourd'hui, je me ferai plutôt porteur de bonnes nouvelles, et je traiterai de l'apport considérable des langues officielles à l'évolution et à la croissance du secteur de l'industrie de la langue dans cette région qu'est l'Outaouais, de même que dans l'ensemble du Canada et ailleurs dans le monde.

Je vous parlerai d'abord du bilan de santé de l'industrie de la langue au Canada, pour discuter ensuite du rôle exemplaire que joue l'État canadien dans la création et l'expansion de cette industrie depuis plusieurs années. Je poursuivrai en décrivant les excellents résultats obtenus grâce à l'investissement du dernier Plan d'action pour les langues officielles. Je traiterai aussi de la fonction essentielle de l'industrie de la langue sur les plans régional et national puis dans le monde globalisé que nous connaissons. Je poursuivrai en décrivant les enjeux internationaux auxquels tant l'État que l'industrie et les universités participent ainsi que les priorités que nous aurons en partage au cours des prochaines années.

Je terminerai enfin en situant les universités par rapport à ces priorités sociales et économiques et à la question plus vaste du rôle des langues dans la transmission du savoir et la production de la richesse à l'échelle mondiale.

La semaine dernière, ici même devant le Comité permanent, le Commissaire aux langues officielles, M. Graham Fraser, a rappelé que le Plan d'action visait trois

objectifs principaux : la progression de la dualité linguistique au pays, l'amélioration de la prestation des services du gouvernement dans les deux langues officielles, et l'épanouissement des communautés de langues officielles en situation minoritaire.

Si je les rappelle aujourd'hui à mon tour, c'est qu'en travaillant ainsi pour les Canadiens et le maintien de leur richesse linguistique, le Plan d'action 2003-2008 a non seulement soutenu la dualité linguistique du pays, mais aussi, pour la première fois, l'industrie canadienne de la langue. Cette industrie est un levier crucial pour assurer une réalisation efficace des actions. Mais au delà de son utilité à répondre aux besoins des canadiens en matière des langues officielles, elle permet au Canada de se positionner comme chef de file dans un marché international en forte croissance qu'est la gestion de l'information multilingue.

L'appellation « industrie de la langue » est récente. Au Canada, elle regroupe trois secteurs industriels qui ont fait des efforts considérables au cours des dernières années pour se structurer et profiter pleinement de la croissance mondiale. Je veux parler de l'enseignement des langues, des technologies langagières et de la traduction. À ce titre nous avons réalisé des progrès dont il y a lieu de nous réjouir.

Dans son *Regard sur la démographie canadienne*ⁱ, que vient tout juste de publier Statistique Canada, on chiffre à 32,6 millions d'habitants la population canadienne. D'autresⁱⁱ avancent même que nous aurions franchi le cap des 33 millions de personnes en octobre dernier. Si je cite ces chiffres, c'est pour mettre en évidence le fait que même si notre population nous place au rang de 37^e pays du monde sur le plan démographique, et que nous représentons moins de la moitié de 1 % de la population de la Terreⁱⁱⁱ, nous produisons environ 10 % de la traduction mondiale^{iv} et 15 % de l'enseignement des langues. Toute proportion gardée, on ne peut que reconnaître la valeur considérable de ces seuls volets de l'industrie langagière, laquelle s'accroît encore quand on lui accole les chiffres liés aux technologies langagières. Comme si ces bonnes nouvelles ne suffisaient pas, il faut savoir encore que l'industrie de la langue représente un apport économique de près de trois milliards de dollars au Canada et qu'à l'échelle mondiale, cette industrie affiche un taux de croissance de 18 %, ce qui veut dire qu'elle double tous les 5 à 7 ans.

À l'étranger, on reconnaît d'emblée que notamment grâce au travail accompli pour assurer le respect de la *Loi sur les langues officielles*, « le Canada possède les groupes professionnels les mieux organisés de l'industrie de la traduction, de la terminologie et de l'interprétation^v ». La formation linguistique et en traduction offerte au Canada est citée en exemple partout dans le monde, et nos universités sont sans cesse sollicitées par des employeurs avides de faire travailler des traducteurs, des réviseurs, des terminologues, des professeurs de langue et des informaticiens au fait des questions langagières.

La valeur de cette industrie et sa contribution à la réalisation de la mission gouvernementale ont été reconnues dans le dernier Plan d'action pour les langues officielles. En 2003, en effet, le gouvernement fédéral a consacré 20 millions de dollars pour soutenir la progression de l'industrie de la langue, et ces efforts ont porté des fruits.

Soutenus par ces 20 millions de dollars, beaucoup de gens se sont mis à la tâche. Des résultats probants peuvent d'ailleurs être constatés du côté de la structuration de l'industrie, et il faut louer à ce titre le travail considérable accompli par l'Association de l'industrie de la langue.

Les sommes consenties par le Plan d'action visaient à aider à relever quatre grands défis auxquels l'industrie de la langue se trouvait confrontée, dont deux concernaient les universités au premier chef : le renouvellement des ressources humaines et la réponse aux besoins en recherche et développement.

La réalisation dont nous sommes le plus fiers est sans contredit la mise sur pied du Centre de recherche en technologies langagières [le CRTL] à Gatineau. Celle-ci n'aurait pu se concrétiser aussi rapidement sans la recommandation expresse de sa création dans le cadre du dernier Plan d'action pour les langues officielles. Grâce à ce projet réalisé en collaboration avec le Bureau de la traduction, le Conseil national de recherches du Canada [le CNRC] et le soutien d'Industrie Canada, les administrations fédérale et provinciale (Développement économique Canada et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation) ont soutenu la naissance d'un centre unique au monde.

Déjà, des équipes issues de nos organismes partenaires y travaillent à des projets de recherche. Certains visent à repousser les limites de la technologie et d'autres à générer des connaissances qui aideront à accroître la productivité et la qualité des activités langagières. Nous avons compris que cette recherche, en aidant à franchir les barrières linguistiques, ici même et au pays et partout dans le monde, soutiendra l'action canadienne dans toutes les sphères de son activité, que ce soit sur la scène nationale, dans les provinces et les régions, ou sur la scène internationale. Car nous avons compris que les langues sont au coeur de toutes les activités, qu'elles soient éducatives, sociales, culturelles, politiques ou économiques.

Travaillant dans cette optique, réunissant chercheurs, universitaires, entrepreneurs et spécialistes du gouvernement sous un même toit, le CRTL est appelé à devenir chef de file mondial dans l'établissement des normes de recherche et développement en matière de technologies langagières. Cependant, depuis sa création, le CRTL ne dispose pas des sommes nécessaires afin d'assurer sa pleine émergence. Nous devons, stratégiquement, agir plus rapidement si nous voulons commercialiser et diffuser les technologies canadiennes qui y sont développées pour un marché mondial maintenant très compétitif. Notre manque de ressources limite par conséquent la capacité de

l'industrie canadienne à répondre aux besoins des communautés linguistiques présentes au pays comme à l'étranger.

Le renouvellement du Plan d'action pour les langues officielles constitue une occasion privilégiée d'insuffler au CRTL une nouvelle dose de dynamisme qui permettra au gouvernement canadien de remplir ses engagements auprès des communautés francophones et anglophones du pays et de contribuer, du même souffle, à l'essor de la grappe de l'industrie de la langue.

Car pour nous tous, les défis restent nombreux. Il faut sans cesse revoir et améliorer nos programmes d'enseignement. Former les langagiers que l'industrie nous réclame, former des informaticiens pour créer les outils de l'avenir, former des gestionnaires capables d'orchestrer la complexité des projets multilingues, former encore des chercheurs pour l'avancement du savoir et préparer l'avenir. Multiplier les projets de recherche avec les partenaires et agents du milieu et assurer rapidement le transfert du savoir à l'industrie.

Nous ne sommes pas seuls à avoir compris que soutenir les langues et le savoir académique ou industriel qui y est associé, c'est soutenir toutes les sphères de l'activité humaine. Nous avons avec nous des partenaires d'État, comme le CNRC et le Bureau de la traduction. Nous avons des partenaires industriels en diverses entreprises des deux rives de l'Outaouais, mais aussi du côté de l'Association de l'industrie de la langue, avec laquelle nous souhaitons continuer de travailler étroitement et qui fait un travail formidable de structuration et de stratégie de développement tant à l'échelle régionale que nationale.

Prenant la parole devant le Regroupement des gens d'affaires de l'Outaouais, plus tôt cette semaine, le maire de Gatineau a d'ailleurs souligné l'importance considérable de notre université et de notre centre de recherche dans le développement des industries de la langue et des technologies dans la région.

Mais tout cela n'aurait pu se faire aussi bien, aussi rapidement, aussi efficacement sans le soutien reçu dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles.

Aussi, comme beaucoup d'autres au Canada, l'automne dernier, j'ai entendu avec plaisir le gouvernement réitérer son engagement à l'égard du Plan d'action pour les langues officielles dans son discours du Trône. Je me suis réjoui plus encore en entendant M. Harper^{vi} y répondre en rappelant et je cite « que nous vivons dans un village planétaire » et que « les Canadiennes et les Canadiens ont toujours compris la nature cruciale de nos liens avec le reste du monde », car au cœur de ces liens se trouve évidemment la question des langues, sans lesquelles aucune communication n'est possible, entre nous Canadiens d'abord, puis entre les Canadiens et le reste du monde.

L'UQO est une université francophone ouverte sur le monde. Nous avons des ententes de partenariats avec des institutions de plusieurs pays et où, notamment, nous dispensons des cours en français, en espagnol et en anglais. Nous formons des traducteurs depuis près de 30 ans et nous pouvons nous vanter d'avoir mis sur pied un des programmes de formation qui intègre le mieux les technologies et les professions langagières.

Mais nous pourrions faire beaucoup plus encore. Plus de moyens signifieraient pour nous, et pour la société canadienne, plus de réalisations. Parce que l'État canadien a compris le rôle des langues dans le maintien et la diffusion du modèle canadien de respect des différences. Parce que l'État canadien a compris que soutenir les langues officielles, c'est en même temps soutenir une industrie prometteuse qui n'a pas encore atteint son plein potentiel de développement. Parce que l'État canadien est conscient, surtout, que les langues sont autant de véhicules des valeurs et des idéaux qu'il s'attache à défendre et qui sont universels.

En tant que représentant du monde universitaire, donc de l'enseignement et de la recherche, je ne peux que l'inviter, en concluant, à réitérer et même à bonifier le soutien accordé dans le passé dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles.

Nous avons besoin de plus de moyens pour former plus de langagiers, de professeurs de langue, de technolinguistes, de chercheurs. Nous avons besoin des moyens de nos ambitions, et le travail accompli au cours des dernières années peut laisser augurer de ce que nous pourrions encore réaliser dans l'avenir avec l'appui que nous sollicitons aujourd'hui.

Je suis maintenant à votre disposition si vous avez des questions. Merci.

ⁱ Statistique Canada. *Regards sur la démographie canadienne*, janvier 2008, <http://www.statcan.ca/francais/freepub/91-003-XIF/91-003-XIF2007001.pdf>

ⁱⁱ PopulationData.net, février 2008, <http://www.populationdata.net/pays/ameriques/canada.php>.

ⁱⁱⁱ PopulationData.net, février 2008, <http://www.populationdate.met/monde.php>.

^{iv} Donald Barabé

, Bureau de la traduction du Canada, conférence prononcée à l'UQO le 30 janvier 2008.

^v Industrie Canada. *Industrie de la langue - Vue d'ensemble des industries de service*, octobre 2001, <http://www.ic.gc.ca/epic/site/lain-inla.nsf/fr/qs00011f.html>.

^{vi} Adresse du Premier ministre Stephen Harper en réponse au discours du Trône, <http://www.sft-ddt.gc.ca/fra/media.asp?id=1373>